



VOYAGE MÉMORIEL AU LIBAN

DU 6 AU 13 OCTOBRE 2023



FÉDÉRATION NATIONALE DES ANCIENS DES MISSIONS EXTÉRIEURES - OPEX

HISTORIQUE - LA FRANCE AU LIBAN :

De tout temps, l'armée française a participé à la sécurité et à l'indépendance du peuple libanais. Du temps de Rome avec la légion gauloise ; à l'époque des croisés ; en 1870, avec Napoléon III qui envoya un corps expéditionnaire pour arrêter les massacres ; en 1920, après le démantèlement de l'empire ottoman et dans le cadre du mandat de la France, ou encore lorsque le général Gouraud, à la tête de ses hommes, stabilise la situation et pose les bases du premier État libanais en 39-45. Et, de nos jours, la FINUL demeure avec ses 700 hommes.

Durant plus de 20 ans, le Liban va jouir d'une prospérité économique qui en la « Suisse du Moyen-Orient », un pays de commerce et de tourisme qui a su se garder des démons guerriers de cette région du globe. Les feddayin palestiniens qui s'entraînent dans les camps de la Bekaa et du Sud-Liban organisent à partir de 1968 des raids militaires contre Israël, qui riposte de plus en plus violemment. Cette situation augmente la division entre les Libanais conservateurs (maronites) qui prônent un contrôle rigoureux des Palestiniens par le gouvernement, et les Libanais progressistes (chiites et druzes), favorables à la cause palestinienne.

Le 13 avril 1975, un accrochage entre combattants chrétiens (les phalangistes) de Pierre Gemayel et combattants palestiniens, soutenus au Liban par le Parti Socialiste Progressiste de Kamal Joumblatt, fait 27 morts parmi ces derniers. Cette « étincelle » met le feu aux poudres, et embrase le pays. Différents conflits vont alors se succéder :

1975-1976 : Guerre civile de deux ans. Très rapidement, les combats aboutissent à la partition de Beyrouth en deux, Beyrouth Ouest – musulman – et Beyrouth Est – chrétien. En 1976, la ligue Arabe décide d'envoyer la « Force Arabe de Dissuasion » (FAD), composée essentiellement d'éléments de l'armée syrienne. La guerre civile prend officiellement fin en octobre 1976.

1976-1977 : Affrontements entre l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP) et la Syrie, qui, sous couvert de la FAD, envahit le Liban (sans dépasser une ligne imaginaire Est-Ouest située au Sud de la rivière Zahranii, en raison d'une pression de l'État d'Israël, qui promet de sévères représailles si jamais elle devrait être franchie).

1978-1981 : Affrontements entre les forces libanaises et syriennes du fait de la présence de ces dernières sur le sol libanais.

1978-1981 : Guerre du Sud entre l'OLP et Israël. Le 11 mars 1978, des feddayin palestiniens prennent en otage un bus au Nord de Tel-Aviv. Israël réplique et lance l'opération Litani, déployant 30 000 hommes au Sud-Liban jusqu'à la rivière du même nom, avec l'aide de dissidents de l'armée libanaise (Armée du Liban-Sud, ALS). Cette action militaire est à l'origine des premières résolutions de l'ONU et de la création de la FINUL.

1982 : Israël lance l'opération « Paix en Galilée », visant à anéantir la présence palestinienne au Liban, et fait le siège de la capitale libanaise.

1983-1990 : Un accord entre Beyrouth et Tel-Aviv prévoit le retrait de toute présence militaire étrangère. Or, les troupes syriennes, israéliennes, et celles de l'OLP y demeurent. Le général Aoun, président de la République par intérim, lance une « guerre de libération nationale » contre la Syrie et Israël : le camp chrétien se déchire et la guerre civile éclate de nouveau. La chute et la défaite du général Aoun face aux forces syriennes, le 13 octobre 1990, marquent officiellement la fin de la guerre. Après un exil en France, le général Aoun rentre au Liban en 2005. Il a depuis été élu député du Liban et nommé Président de la République libanaise. De 1989, après de longues années de règne des milices des combats de l'insécurité qui continuèrent de plonger le Liban dans une guerre et insurrection, les différents chefs de parti se sont réunis afin de signer les accords de Taëf en Arabie Saoudite qui ont mis fin à des décennies de guerre dans un grand espoir de paix. Ces accords ont au moins ramené la paix des armes mais n'ont pas réglé le problème en profondeur. De nombreuses manifestations et une instabilité de la classe politique et institutionnelle continue à placer la population dans une position de vie précaire.

UNE CHARTE :

Une charte de réconciliation nationale propose une représentation égale de chrétiens et de musulmans à l'Assemblée nationale, ainsi qu'au sein du Cabinet présidentiel, mais aussi la dissolution de toutes les milices. En 1991, l'armée libanaise, avec l'appui de la Syrie, reprend le contrôle de presque l'ensemble du territoire national. Au milieu de l'année, la plupart des milices reconnaissent l'autorité du gouvernement et sont désarmées, à l'exception du Hezbollah, qui poursuivra son combat contre les forces israéliennes jusqu'à leur retrait dans la nuit du 24 au 25 mai 2000.

Aujourd'hui, les tensions demeurent fortes, notamment sur le tracé de la frontière à hauteur des fermes de la Chebaa. De plus, une lutte d'influence plus ou moins latente existe au sein de la mouvance musulmane entre le Hezbollah et le Amal, organisations rivales. Celle-ci se traduit entre autres par des affrontements armés au sein des camps palestiniens.



1948 - COMMISSION ONU AU LIBAN :

C'est en 1948 que l'ONU a établi à Naqoura sa Commission mixte d'armistice libano-israélienne. En 1954, le gros de la mission, devenue ONUST, s'installe à Beyrouth. Jusqu'en 1986, le chef de la mission sera un Français (avec quelques exceptions au profit de Canadiens).

En 1972, sont créés les 5 postes d'observation de la frontière libano-israélienne.

En 1976, le PC se déplace à Naqoura pour des raisons de sécurité. Seul un petit détachement demeure à Beyrouth. La situation s'étant détériorée au Sud, le PC revient à Beyrouth en 1977.

En 1978 est créé le GOL (OGL), avec PC à Naqoura. Le détachement de Beyrouth, rattaché directement à Jérusalem, devient l'UNLOB.

En 1982, l'UNLOB devient le GOB (OGB), qui met sur pied 4 PO.

En 1986, sur ordre de Paris, les Français se retirent de l'ONUST au Liban (OGB et OGL). C'est l'année de l'exécution de l'otage Michel Seurat, de l'enlèvement d'une équipe d'Antenne 2, et des attentats en France.

Après 1986, les Français continuent à servir à l'ONUST, mais dans d'autres missions : Égypte (OGE), Syrie (Damas), Israël (Tibériade, Gaza, Naharya), ainsi que, par périodes, au QG de Jérusalem et à Amman.

Depuis 1993, les Français ont repris des postes au Liban, d'abord au Sud-Liban, puis, à partir de 1995, à Beyrouth.

Le nombre d'officiers français en service à l'ONUST a beaucoup varié, de 21 à 125 de 1948 à 1949, 7 de 1949 à 1967 (à Beyrouth), 25 de 1967 à 1991, puis s'est progressivement réduit pour tomber aujourd'hui à moins de 5 officiers.

Deux officiers français ont été tués au Liban dans le cadre de l'ONUST : le commandant Dogniaux le 15 mai 1982, à Beyrouth, et le commandant Valet le 9 janvier 2005, au Sud-Liban.



1982-1984 - DE L'INTERPOSITION À LA SÉCURITÉ :

Une première fois du 21 août au 13 septembre 1952, et une seconde fois du 24 septembre au 24 mars 1984, des unités françaises, américaines, italiennes, et britanniques, se retrouvèrent dans Beyrouth au sein de deux forces multinationales. Les missions de chacune d'elles étaient parfaitement définies. Pourtant, ce qui devait représenter une « mission de paix » tourna rapidement au cauchemar pour les contingents internationaux qui durent essayer maints attentats meurtriers. Entre le 13 et le 24 septembre 1982, dates séparant le départ de la première force et l'arrivée de la seconde, le Liban fut frappé de plein fouet par deux événements majeurs qui secouèrent Beyrouth : l'assassinat du président de la République élu, Bachir Gemayel ; et les massacres de Palestiniens dans les camps de Sabra et Chatila.

Le 6 juillet 1982, les États-Unis furent les premiers à accepter, à la demande du gouvernement libanais, le principe de l'envoi d'un contingent international à Beyrouth-Ouest. Peu après, la France et l'Italie donnaient à leur tour leur accord. La position d'Israël ne fut connue que le 20 août : le gouvernement Begin acceptait la composition de la force multinationale d'interposition de Beyrouth. À partir du 21 août, se déployèrent 850 soldats français, 820 américains, et 530 italiens. Les positions des différents contingents dans la capitale libanaise furent déterminées aux termes d'un accord réciproque conclu entre les participants de la force d'interposition et l'armée libanaise par l'intermédiaire d'une commission de liaison et de coordination. Les missions confiées à ces unités étaient au nombre de trois :

- Assurer la sécurité physique du personnel palestinien en instance d'embarquement, et veiller à la dignité de ce départ ;
- Assurer la sécurité physique des autres habitants de la capitale libanaise ;
- Favoriser la restauration de la souveraineté et de l'autorité du gouvernement libanais dans toutes les zones de Beyrouth.

Le mandat était fixé à un maximum de trente jours.



LE RÔLE DU CONTINGENT FRANÇAIS :

Le déploiement du contingent français fit l'objet de deux plans distincts : « Olifant » pour la Marine, et « Épaulard » pour l'armée de Terre. L'opération « Olifant » nécessite l'intervention de nombreux bâtiments de la Marine nationale : corvette Georges Leygues, escorte d'escadre d'Estrée, frégate lance-missiles Duquesne, porte-avion Foch. La mission de cette flotte était de favoriser l'évacuation des ressortissants français du Liban, et le débarquement de la force française d'interposition. C'est le contre-amiral Klotz qui dirige les différentes phases de ce plan. En ce qui concerne l'armée de Terre, sous les ordres du général Granger, l'opération « Épaulard » prévoyait deux phases de débarquement. L'armée de l'air, dirigée par le lieutenant-colonel Trapy, commandant la 61^{ème} escadre de transport, prit en charge l'acheminement des troupes. 1 DC-6 et 10 Transall venus des bases aériennes de Toulouse, d'Evreux, et d'Orléans transportèrent hommes et matériels de France à Chypre. C'est donc du port chypriote de Lamaca que le premier détachement français embarque pour Beyrouth. Il se composait de 350 hommes issus du 2^{ème} REP de Calvi, d'un peloton de commandement, et de deux compagnies de combat. Le lieutenant-colonel Janvier, chef du 2^{ème} REP assurait le commandement de l'unité qui en vue de la capitale libanaise le 21 août peu avant 5 heures du matin afin de préparer le départ des premiers groupes de combattants de l'OLP. Cette arrivée s'effectua dans une certaine confusion. Contrairement au plan prévu, l'armée israélienne se trouvait toujours dans le port lorsque les Français arrivèrent. Elle ne se retira qu'en fin de matinée.

LE SECOND DÉBARQUEMENT :

Les contingents américain et italien débarquèrent successivement les 26 et 27 août, le second élément de la force française se déploya pour sa part le 24 août. Il comprenait :

Une unité de commandement et de soutien du 9^{ème} RCS de Dinan ;

Un escadron d'automitralleuses légères (AML) du RICM de Vannes ;

Une compagnie de combat du 3^{ème} RPIMA de Carcassonne ;

Une section du 1^{ème} RGP de Montauban

Ces unités furent placées sous les ordres du lieutenant-colonel Roudeillac, commandant le 3^{ème} RPIMA.

LE DÉPART DE LA FMIB :

À l'issue de leur mission prioritaire, contrôler le départ des Palestiniens de Beyrouth, les trois contingents de la force multinationale quittèrent le sol libanais. Les américains embarquèrent le 10, les Italiens le 11 septembre, et les 650 soldats français montèrent à bord de la Dives et de l'Orange dans la matinée du 13 septembre. Par ailleurs, les hélicoptères Super-Frelon emportèrent hommes et matériels vers le porte-avion Foch.

LA FMSB :

Lorsqu'ils quittèrent Beyrouth, le contingent international ne pensait pas revoir rapidement les côtes libanaises. Nul ne pouvait en effet prévoir que trois jours après l'embarquement du dernier soldat français, le président de la République du Liban, Bachir Gemayel, serait assassiné. Nul n'imaginait le massacre de Palestiniens dans les camps de Sabra et de Chatila. Alors que les troupes israéliennes réinvestissaient Beyrouth Ouest, les forces régulières libanaises prenaient position dans les camps de réfugiés palestiniens. Quelques jours plus tard, les gouvernements américain, français, et italien donnaient leur accord de participation à une nouvelle force multinationale. Le 24 septembre 1982, 350 Français de la 11^{ème} DP constituèrent la première unité de cette force multinationale de sécurité de Beyrouth. Le 25 septembre, le contingent italien fut déployé dans le camp de Chatila. Enfin, le 29 septembre, les marines américains s'installent sur l'aérodrome de Beyrouth et ses environs. La mission de ces troupes internationales était d'aider le gouvernement libanais et d'assurer la protection des civiles vivants dans la capitale. Cette fois, le départ des éléments étrangers n'était pas possible sans l'approbation du gouvernement libanais. Le 1^{er} février 1983, la force multinationale fut renforcée par un contingent britannique fort de 115 hommes.

UNE MISSION DE PAIX :

Les « soldats de la paix » du contingent français assurèrent sur le terrain de multiples missions : patrouilles en ville, visites de postes, instruction de l'armée libanaise renaissante, renforcement des défenses, construction de multiples abris. N'ayant aucun droit de police, les troupes françaises durent indiquer à l'armée libanaise des véhicules qui leur semblaient suspects. Dans les quartiers dévastés par les pilonnages d'artillerie, le travail quotidien était encore plus pénible : démantèlement des barricades, déblaiements divers.

Le 20 octobre, le bilan des activités était impressionnant. Dans le centre de Beyrouth, les Français étaient parvenus à déminer 16 km de routes, qui purent être rouvertes à la circulation. Huit immeubles et plus d'un kilomètre carré furent dépiégés – ce qui constituait de loin les missions les plus périlleuses de la force multinationale. Par ailleurs, dans la zone de déploiement française, les forces régulières libanaises récupèrent un important arsenal : 400 armes individuelles et collectives (fusils-mitrailleurs, armes antichars, mitralleuses lourdes), des canons, des mortiers, et plus de mille tonnes de munitions et d'explosifs en tout genre.



1984-1986 : LE DETOBS OU « LES CASQUES BLANCS » DE BEYROUTH :

Le détachement d'observateurs français au Liban a été créé à la demande du président libanais Amine Gemayel, à l'issue de la conférence de réconciliation qui s'est tenue à Lausanne en mars 1984. Sa mission était de contrôler le cessez-le-feu établi à Beyrouth.

- Le DETOBS était fourni par les trois Armées et la Gendarmerie. Son effectif, initialement composé de 40 hommes, a été porté à 50. Les observateurs étaient pour les deux tiers des officiers, le tiers restant étant composé de sous-officiers.
- Cinq officiers se sont succédés à la tête du DETOBS : les colonels Fleutiaux, Susini, de Virrieu, Bury, et Avon.
- Débutée le 29 mars 1984, la mission a pris fin le 3 avril 1985. Le nombre des postes d'observations, d'abord de deux, est rapidement passé à sept, dont deux dans le Chouf.

D'abord calme, la situation n'a pas tardé à se détériorer, tant sur la « Ligne verte » qui coupe Beyrouth en deux, que dans le Chouf.

Les pertes sont lourdes. Sept observateurs ont été tués : le lieutenant-colonel Cuenot, le commandant Rhordes, les capitaines Aniot, Feyrignac, et Corvéa, les adjudants-chefs Grecourt et Perrot.

Le séjour des Casques Blancs à Beyrouth a coïncidé avec plusieurs enlèvements de civils français (neuf au total).

1978 À NOS JOURS : FINUL : FORCE INTÉRIMAIRE DES NATIONS UNIES AU LIBAN :

HISTORIQUE :

Au début des années 1970, la tension le long de la frontière de la frontière israélo-libanaise s'est accentuée, en particulier après le repositionnement au Liban d'éléments armés palestiniens de Jordanie. Les opérations commandos palestiniennes contre Israël et les représailles israéliennes contre les bases palestiniennes au Liban s'intensifient.

Le 11 mars 1978, une attaque commando en Israël fait de nombreux morts et blessés parmi la population israélienne. L'OLP revendique l'action. En riposte, les forces israéliennes envahissent le Liban dans la nuit du 14 au 15 mars, et, en l'espace de quelques jours, ont entièrement occupé la partie sud du pays à l'exception de la ville de Tyr et de ses environs.

Le 15 mars 1978, le gouvernement libanais a adressé une ferme protestation au Conseil de sécurité contre l'invasion israélienne, affirmant qu'il n'y avait aucun lien avec l'opération commando palestinienne. Le 10 mars, le Conseil de sécurité a adopté les résolutions 425 et 426, dans lesquelles il demande à Israël de cesser immédiatement son action militaire et de retirer ses forces de tout le territoire libanais. Le Conseil a également décidé la constitution immédiate de la Force intérimaire des Nations unies au Liban (FINUL), dont les premiers éléments arrivent dans la région le 23 mars 1978.

LE LIBAN EST À NOUVEAU ENVAHI :

En juin 1982, à la suite d'intenses échanges de tirs dans le Sud du Liban de part et d'autre de la frontière israélo-libanaise, Israël a de nouveau envahi le Liban, encerclant Beyrouth. Durant trois années, la FINUL est restée positionner derrière les lignes israéliennes, avec un mandat se limitant à fournir, dans la mesure du possible, une protection et une assistance humanitaire à la population locale. En 1985, Israël a effectué un retrait partiel mais a conservé le contrôle d'une région du Sud-Liban où étaient stationnées les Forces de défense israéliennes (FDI) et les Forces libanaises de facto (FLF / ALS). Les hostilités ont continué, entre d'un côté, les forces israéliennes, et des éléments armés, et, de l'autre, les groupes libanais ayant proclamés leur résistance contre l'occupation israélienne.

Pendant des années, le Conseil de sécurité a maintenu son engagement à assurer l'intégrité territoriale, la souveraineté et l'indépendance du Liban alors que le Secrétaire général poursuivait ses efforts en vue de convaincre Israël de se retirer de la zone occupée. Israël a continué d'affirmer que la zone constituait un arrangement temporaire motivé par des questions de sécurité.



RETRAIT ISRAËLIEN :

Le 17 avril 2000, le Secrétaire général a reçu une notification formelle du gouvernement d'Israël de son intention de retirer ses forces du Sud-Liban en juillet 2000. Dès le 16 mai, c'est-à-dire beaucoup plus tôt que prévu, les FDI ont commencé à évacuer leurs positions sous des échanges de tirs. Le 25 mai, le gouvernement israélien a informé le Secrétaire général qu'Israël avait redéployé ses forces. Le 16 juin, le Secrétaire général a fait savoir au Conseil de sécurité qu'Israël avait retiré ses forces du Liban, et avait achevé son retrait en conformité avec la ligne définie par les Nations Unies, l'ALS a été démantelée et tous les détenus de la prison d'Al-Khiam ont été libérés.

La situation dans la zone d'opération de la FINUL est restée généralement calme. L'armée, la gendarmerie, et la police libanaise ont établi dans la région des postes de contrôle afin de réguler les mouvements et de maintenir la loi et l'ordre. L'armée libanaise a récupéré les armes lourdes abandonnées par les FDI et l'ALS. La FINUL a patrouillé dans la zone et a fourni, avec les autorités libanaises, une aide humanitaire aux familles nécessiteuses.

Dans son rapport au Conseil de sécurité daté du 20 juillet 2000, le Secrétaire général a souligné que le Sud-Liban avait connu de grands bouleversements. Les FDI se sont retirées, leurs auxiliaires locaux ont été dispersés, et, après plus de 20 ans, les armes se sont tues. Il a cependant mis en garde en précisant que, malgré les progrès considérables qui ont été réalisés, la paix est loin de régner dans le secteur, et que les risques de graves incidents demeurent.

UNE NOUVELLE CRISE ÉCLATE :

Jusqu'en mai 2006, un calme fragile régnait dans la zone d'opération de la FINUL, mais la situation était souvent tendue à cause des violations de la ligne de retrait appelée Ligne bleue et la zone adjacente, où elle s'est efforcée de maintenir le cessez-le-feu par des patrouilles, des activités d'observations à partir de positions fixes, et de contacts étroits avec les parties. La mission a continué d'apporter assistance à la population civile sous forme de soins médicaux, de projets d'approvisionnement en eau, d'équipements et de services à l'intention des écoles et orphelinats, et de fourniture de services sociaux aux nécessiteux. Le déminage et l'enlèvement des munitions non explosées dans le Sud du Liban se sont intensifiés.

La crise a débuté lorsque, le 12 juillet 2006, le Hezbollah a lancé plusieurs roquettes depuis le territoire libanais par-dessus la ligne de retrait, vers les positions des FDI près de la côte et dans la région de la ville israélienne de Zarit. Parallèlement, des combattants du Hezbollah ont franchi la Ligne bleue, pénétré en Israël, et attaqué une patrouille des FDI. Ils ont capturé deux soldats, en ont tué trois, et blessé deux autres. Les soldats faits prisonniers ont été ramenés au Liban.

À la suite de cette attaque, un échange de tirs très nourri a eu lieu par-delà la Ligne bleue entre le Hezbollah et les FDI. Cet affrontement s'est déroulé tout au long de la Ligne bleue, mais a été particulièrement marquée dans l'Ouest libanais et dans la région des fermes de Chebaa. Les Hezbollah a pris pour cible des positions des FDI et des villes israéliennes, au sud de la Ligne bleue, et Israël a riposté par des attaques aéroterrestres et maritimes. Outre les frappes aériennes contre des positions du Hezbollah, les FDI ont pris pour cible de nombreuses routes et de nombreux ponts situés dans le Sud du Liban, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur de la zone d'action de la FINUL.

Le Secrétaire général a maintenu des contacts réguliers avec les responsables politiques israéliens et libanais, ainsi qu'avec les autres responsables politiques du conflit. Il a notamment appelé à la cessation immédiate des hostilités pour le bien des populations civiles des deux côtés.

Pendant que la crise éclatait entre le Hezbollah et Israël, la FINUL a continué d'occuper toutes ses positions et a joué un rôle actif et constructif requis par son mandat. Malgré la violence continue, les Casques bleus de la FINUL ont conduit des observations militaires, aidé dans les efforts d'aide humanitaire et offert de l'assistance médicale, tout cela sous haut risque. Les combats intenses pendant les mois de juillet et août ont blessé seize employés des Nations unies, et causé la mort tragique de cinq autres.

Après d'intenses négociations, le 11 août 2006, le Conseil de sécurité a adopté la résolution 1701 aux termes de laquelle il lance un appel en faveur d'une cessation immédiate de toutes les attaques du Hezbollah et de toutes les offensives militaires d'Israël au Liban. Le Conseil a décidé de porter les effectifs de la FINUL, dont le mandat est prolongé jusqu'au 31 août 2007, à un maximum de 5 000 hommes. La Force est chargée de contrôler la cessation des hostilités, d'accompagner et d'appuyer les forces armées libanaises à mesure de leur déploiement, et de faciliter l'accès humanitaire aux populations civiles du Sud-Liban. Pour la première fois, le Conseil a décidé d'inclure une force maritime dans l'opération de maintien de la paix des Nations unies.

DÉPLOIEMENT DE LA FINUL :

Suite à la cessation des hostilités et au retrait progressif des FDI et au déploiement des troupes libanaises, les premiers éléments de la FINUL élargie ont été déployés avec des raccords de vitesse pour une opération de maintien de la paix d'une telle complexité. Des bataillons venant de France, d'Italie, et d'Espagne, sont arrivés dans la région dès le 15 septembre pour rejoindre les bataillons ghanéens et indiens déjà sur place.

Le déploiement rapide et efficace de la FINUL élargie et les activités que la force entreprend chaque jour depuis ont été essentielles pour prévenir de nouvelles hostilités sur la ligne bleue, et ont aidé à établir une nouvelle stratégie militaire pour assurer un environnement sûr dans le Sud-Liban.

AUJOURD'HUI

FORCE COMMANDER RESERVE (FCR)

LA CONTRIBUTION FRANÇAISE À LA FINUL :

Présente depuis 1978 au Liban, la France est aujourd'hui le septième pays contributeur de la FINUL, avec plus de 750 soldats. La grande majorité arme la Force Commander Reserve (FCR), qui est en mesure d'agir en moins de trois heures, au profit de tous les contingents déployés sur l'ensemble de la zone d'action de la FINUL, dans le cadre de la résolution 1701.

Une trentaine de cadres sont affectés à l'État-major de la FINUL, à Naqoura. L'ensemble des militaires français au Liban sont déployés dans le cadre de l'opération Daman.

Le Senior National Representative (SNR), représentant des éléments français, est le général de brigade Bruno Helluy, qui est aussi le chef d'État-major de la FINUL.

FCR :

La FCR compte environ 850 militaires, qui sont notamment équipés de VAB, de VBL, de missiles antiaériens Mistral, et de radar Cobra et Martha. Plantée directement sous les ordres du commandant de la FINUL, le général espagnol Aroldo Lazaro Saenz, la FCR est en mesure d'agir au profit des bataillons déployés sur l'ensemble de la zone d'action.

MISSIONS DE LA FCR :

Une réserve d'intervention :

La FCR est la force de réserve du général commandant la FINUL. Elle est en mesure d'appuyer les autres bataillons de la FINUL. Elle est dotée de capacités uniques sur le théâtre, en termes de détection d'aéronefs ou de projectiles. Basée à Deyr Kifa, elle est le principal moyen de réaction, de dissuasion, et de coercition de la FINUL. Robuste, souple, et réactive, elle constitue une véritable force au service de la paix au Sud-Liban.



Coopération étroite avec les FAL :

Afin de favoriser la montée en puissance des FAL, la FCR mène chaque jour des missions d'observation et de reconnaissance, de jour comme de nuit, lors de patrouilles conjointes.

Depuis février 2012, la FCR et les FAL suivent des entraînements communs. Chaque semaine, une section française et une section libanaise travaillent pendant cinq jours des savoir-faire qui leur permettront de remplir leurs missions communes. La FCR a ainsi servi de laboratoire à la FINUL, avant que celle-ci ne s'engage dans une coopération plus marquée avec les FAL.

Qui plus est, en réaction à la grave crise socio-économique qui touche aujourd'hui le Liban, la FCR fournit une grande partie de l'approvisionnement des FAL. Ceci permet à ces dernières de subsister et de demeurer attractives auprès d'une population qui souhaite reconstruire son pays.

Une force au service de la population :

Agissant en étroite collaboration avec les autorités locales, la FCR conduit des actions de coopération civilo-militaire, au profit de la population du Sud-Liban, notamment dans les domaines de l'aide à la gouvernance, de la santé, et de l'éducation. Elle est également chargée de la réception, de la gestion, de la distribution, et de la préparation des matériels du commissariat ainsi que du transport de l'eau potable. L'ensemble des convois logistiques sur le théâtre est escorté sous blindage par des patrouilles de circulation routière.



COMPOSITION DE LA FCR :

La FCR se compose d'un escadron de reconnaissance et d'intervention, d'une compagnie d'infanterie finlandaise, d'une section du génie, d'une batterie d'artillerie (y compris antiaérienne), et d'éléments de soutien logistique, médical, et de transmissions.

VOYAGE AU LIBAN 2003 :

20 ans après, à la découverte de ce pays auquel nous sommes restés attachés, qui a vu une partie de notre jeunesse s'éloigner, nous pouvions enfin retrouver les rues, ces lumières auxquelles nous avons tant songés pendant toutes ces années. Les formalités douanières effectuées, nous avons pris place dans le bus, loué pour nous pendant tout notre séjour. Ce fut le moment des premiers souvenirs. Arrivés à Hamra, quartier de notre hôtel, chacun a pris possession de sa chambre. Le repas pris rapidement, chacun a voulu retrouver la chaleur de ces nuits d'automne, du bruit des vagues contre la grotte aux pigeons. Le lendemain fut une journée forte en émotion.



À 10h du matin, nous sommes arrivés à la Résidence des Pins, où nous attendions l'Ambassadeur, une section de Casques bleus français venue du Sud, les associations de Français résidents au Liban, et le personnel de l'ambassade, tous réunis, dans un même but, qui est ce souvenir du sacrifice de nos 58 compagnons, morts au Drakkar. Une cérémonie impeccable, à la dimension de l'événement, s'est déroulée avec beaucoup de solennité. La présence de l'Adjudant-chef Omer Marie-Magdelaine et de l'Adjudant Robert Guillemetie, blessés dans l'attentat du Drakkar, a suscité une émotion palpable, et tout le monde s'est retrouvé en communion, lorsqu'ils ont déposé, accompagné du Président, une gerbe en souvenir de leurs 58 camarades, des blessés, et des rescapés. À la suite de cette cérémonie, l'ambassadeur a reçu la délégation de la FNAME dans la Résidence des Pins, toute restaurée.

À la suite de cette cérémonie, l'ambassadeur a reçu la délégation de la FNAME dans la Résidence des Pins, toute restaurée.

14h, le bus redémarre, pour une visite guidée de Beyrouth. Non loin de l'UNIFIL House, et du stade, nous avons retrouvé l'emplacement de l'immeuble Drakkar. Nous avons pu remarquer qu'un Français, de passage à Beyrouth, avait apposé une plaque à cet emplacement. Robert et Omer, après une visite plus qu'émouvante des lieux, ont retracé l'historique de cet odieux événement. Par leurs témoignages, nous avons pu revivre l'époque de la FMSB.

14h, le bus redémarre, pour une visite guidée de Beyrouth. Non loin de l'UNIFIL House, et du stade, nous avons retrouvé l'emplacement de l'immeuble Drakkar. Nous avons pu remarquer qu'un Français, de passage à Beyrouth, avait apposé une plaque à cet emplacement. Robert et Omer, après une visite plus qu'émouvante des lieux, ont retracé l'historique de cet odieux événement. Par leurs témoignages, nous avons pu revivre l'époque de la FMSB.

De retour à l'hôtel, après le repas pris en commun, chacun pensait au lendemain. Enfin nous allons pouvoir découvrir le Liban dans sa totalité, en direction de Tripoli et de Byblos. La journée du dimanche fut culturelle, pleine de découvertes et de sensations orientales.

Lundi 7h, le bus démarre en direction de Naqoura. Sur cette route côtière, réaménagée jusqu'à Tyr, nous étions à la recherche de ces souvenirs, qui ont pu émailler les nombreux convois. Arrivés à Naqoura, cette fois sans arrêt pour causes de sécurité et de contrôle de l'armement, nous avons cheminé sur cette route qui est bordée par les magasins de « Miragi Street » (Chayoui Street) et le long mur d'enceinte du camp. La délégation est arrivée en colonne par deux, derrière son drapeau sur la place d'armes où était rassemblé le 420ème DIM dans son ensemble. Nous avons pris place dans le dispositif avec fierté, et attendu que le COMELEF passe les troupes en revue.

À l'issue du « garde à vous » réglementaire, la liste des Français morts à la FINUL a été lue par Jean-Marc Meyer, en souvenir d'un de ses camarades resté sur cette terre libanaise. La visite de Naqoura s'est terminée par des « mezzes » pris en commun dans un restaurant de Naqoura où, pour dénouer la gorge et enlever les aspérités, la poussière traditionnelle de la FNAME fut passée.



Le retour sur Tyr a été l'occasion de visiter l'hippodrome, d'organiser une courte revue et corrigée de chars, et de découvrir les nouveaux apollons du 21ème siècle. Nous devions le mercredi matin visiter la zone FINUL. Les tensions (bombardements et tirs de roquettes) nous ont contraints à annuler cette visite, ce qui nous a permis de découvrir ou redécouvrir le centre de Tyr. Certains n'ont pas résisté à l'envie de se faire confectionner un nouveau costume. Sur le retour pour Beyrouth, en passant par le Chouf, nous avons pu admirer El Kamaret et le palais de Boit Eddine.



Jeudi matin, tout le groupe est parti pour manger des mezzes et visiter culinairement Faraya dans cette célèbre station de ski du Mont Liban. De retour à Beyrouth, la délégation s'est mise en tenue de cérémonie et a pris la direction des bains militaires de Beyrouth. Sur la corniche nous attendait une délégation d'officiers, de généraux, et d'officiers supérieurs libanais, commandés par le général Salem.

L'armée libanaise voulait, par co-repas, accueillir dignement les représentants des anciens militaires français, qui avaient pendant les heures sombres de la guerre sur donner le meilleur d'eux-mêmes, allant jusqu'au sacrifice suprême. Il s'est dégagé de ce co-repas une franche amitié. Il a permis à notre délégation de réaffirmer les liens qui unissent les anciens militaires et le peuple français au Liban.

Vendredi matin, nous partons à la découverte des grandeurs de Baalbek et Aanjar. Dans ces célèbres ruines, d'une grandeur inouïe, bloquées dans cette plaine verdoyante où, à des kilomètres à la ronde, nous pouvons apercevoir la foi de l'homme en ces lieux et les prouesses qui peuvent être accomplies pour les honorer. De retour à Baalbek, Madame Haddad, déléguée du Conseil supérieur des Français à l'étranger, a souhaité rencontrer la délégation autour du cocktail de l'amitié. Certaines personnes ont connu et soutenu les militaires français pendant leurs séjours. Cette rencontre chaleureuse et amicale a permis de lever nos verres à l'amitié. Ce vendredi fut une journée détente à Beyrouth pour tous, bien méritée car le rythme de ces cérémonies et visites fut intense. Les représentants des Français à l'étranger et des anciens combattants français et libanais vivant au Liban ont tenu à

nous recevoir à déjeuner au Centre culturel. Monsieur le Consul a tenu à remercier toute la délégation de sa présence. Madame Kammerman a rappelé l'attachement des Français vivant à Beyrouth pour les valeurs de la France, et le soutien aux anciens militaires et militaires français qui ont été engagés. Elle a voulu honorer par le ce déjeuner le 20ème anniversaire du Drakkar. Notre président, Laurent Attar-Bayrou, a profité de cette journée libre pour rencontrer le général Abou Jawdeh, chef du Bureau des Relations Publiques, afin de le remercier d'avoir pensé cette visite de la délégation et d'avoir organisé la réception avec les autorités militaires libanaises. Le président de la FNAME a évoqué le dossier des récompenses libanaise et notamment de la Médaille de la Paix libanaise (Wisam al Salam).

Comme toute bonne chose a une fin, samedi matin, à 8h, nos 17 membres de la délégation s'envolèrent pour retrouver la métropole, avec pleins de souvenirs en tête, le désir pour certains de revenir au Liban, et même de mettre en œuvre une action humanitaire. À 12h40, le tapis roulant de Roissy décharge ses valises, l'heure des adieux est arrivée.

VOYAGE MÉMOIRE DE LA FNAME-OPEX : 25 OCTOBRE 2003 À BEYROUTH :

Hommage à Beyrouth aux 58 soldats français du Drakkar, tués il y a 20 ans.

Une cérémonie a eu lieu samedi à Beyrouth pour marquer le 20ème anniversaire de l'attentat du Drakkar, quartier général des troupes française de la Force multinationale, qui avait causé la mort de 58 militaires français. La cérémonie s'est tenue à la Résidence des Pins, en présence de l'ambassadeur de France, Philippe Lecourtier.

Cette année, une délégation de la Fédération Nationale des Anciens des Missions Extérieures (FNAME), où figurait deux rescapés de l'attentat, a assisté à la cérémonie. Un détachement du 420ème DIM, alors en service au sein de la Force intérimaire des Nations unies au Liban (FINUL), a également participé à cette cérémonie, qui a consisté en une prise d'armes et un dépôt de gerbe devant la plaque apposée sur le mur de la Résidence des Pins à la mémoire des victimes. Cet attentat est le plus grave de l'histoire récente visant des militaires français en opération sur un théâtre extérieur.

À l'aube du dimanche 23 octobre 1983, le bâtiment de huit étages où dormaient 73 soldats français de la FINUL était totalement soufflé par une explosion, trois minutes seulement après qu'une première explosion eut détruit le bâtiment du QG américain près de l'AIB à Beyrouth, faisant 239 tués parmi les Marines. L'attentat contre les Américains a été revendiqué par le Mouvement de la révolution islamique libre et par le Jihad islamique, celui contre les Français par un mouvement islamique inconnu.



VOYAGE AU LIBAN 2023 :

JOUR APRÈS JOUR :



06/10 : Arrivée au Liban :

Départ de Lyon, vol pour Beyrouth. Arrivée à l'aéroport de Beyrouth, nous sommes accueillis par notre correspondant local qui assure notre transfert à l'hôtel pour le check-in.



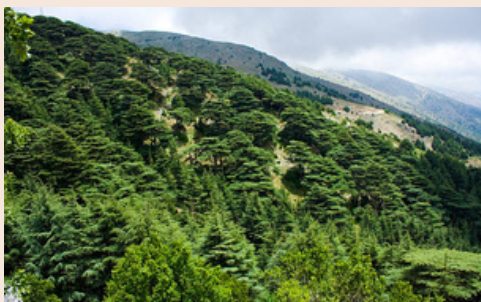
07/10 : Beyrouth /Harissa / Byblos :

Le guide viendra vous chercher à l'hôtel pour se rendre au musée nationale de Beyrouth qui résume l'histoire du Liban de la préhistoire jusqu'à l'ère Ottomane. La journée se poursuivra dans le centre de Beyrouth à « Solidere » pour ensuite enchaîner à Harissa pour la statue de la « Dame du Liban » et voir la vue sur Jounieh. Le trajet se poursuivra à Byblos, une des plus anciennes villes du monde avec ses anciens souks et ses ruines.



08/10 : Tyr / Naqoura :

Prise en charge à l'hôtel pour découvrir Tyr, une ville phénicienne au sud du Liban et considérée comme la ville « reine des mers ». La journée se poursuivra à Naqoura, un petit village dressé sur une colline connue pour ses plantations de figuiers et d'oliviers mêlés à des palmiers.



09/10 : Cérémonie des cèdres sur la commune de Bcharreh

Départ de l'hôtel pour découvrir le nord du Liban et les magnifiques « Cèdres de Dieu », une des plus grandes forêts au Liban, considérés comme un héritage international par l'UNESCO. C'est dans ce cadre remarquable de Bcharreh qu'aura lieu la cérémonie d'inauguration des « Cèdres de la Mémoire » avec la remise des diplômes. La journée se poursuivra avec la visite du monastère de Saint Antonios dans la vallée de Qozhaya et du musée de Gibran Khalil Gibran avant de se rendre à votre hôtel à Bcharreh ou vous passerez la nuit.



10/10 : Baalbek / Bcharreh / Kefraya

Votre aventure continuera dans la vallée de Bekka, réputée pour ses champs de vignes, ses fermes et ses anciennes ruines romaines. Ainsi votre premier arrêt se fera au temple de Baalbeck adjacent au temple de Jupiter, de Venus et de Bacchus. Vous vous rendrez en suite au château de Kefraya, puis à Anjar populaire pour son architecture quadrilatérale quasi-parfaite. vous redescendrez à Beyrouth en fin de journée.



11/10 : Tripoli / Batroun :

Votre guide vous accompagnera ce jour là à Tripoli, capitale de Nord mêlant modernité et ancienneté : anciens souks, diverses mosquées de l'ère des Mamelouks ou des Ottomans, des Hamams byzantins... la suite de la journée sera à Batroun, ville côtière réputée pour ses citrons et ses fruits de mer ainsi que son imprégnation orthodoxe avec Notre Dame de la Mer.



12/10 : cérémonie à Beyrouth

Votre dernière journée se déroulera à Beyrouth pour profiter de la capitale et assister à une cérémonie mémorielle.



13/10 :Retour en France

Enfin, votre guide vous accompagnera à l'aéroport de Rafic Hariri de Beyrouth pour votre retour à Lyon.

NB:

Le programme de votre voyage en octobre est susceptible de modifications au regard de l'évolution de la situation au Liban et de ses alentours et ceci pour la sécurité et sureté de tous. Vous serez tenus au courant de tout changement qui pourrait advenir.



INFORMATIONS :

DATE ET PRIX :

Date : Du 6 au 13 octobre 2023

CONDITIONS DE VOYAGE :

Encadrement : Accueil et assistance à l'aéroport par un représentant de notre tour opérateur. Un guide local professionnel et francophone vous accompagne pendant toute la durée du séjour.

Hébergement : 6 nuits en hôtel 5 étoiles en demi-pension à Beyrouth et 1 nuit bed & breakfast en hôtel dans le nord

Transport local : bus climatisé.

Acheminement aérien : Vol Lyon-Beyrouth avec la compagnie Transavia.

POUR VOUS INSCRIRE :

Pour confirmer votre participation à ce voyage, il vous suffit de remplir soigneusement le bulletin d'inscription et de nous l'envoyer, accompagné du règlement de l'acompte de 30 %.

Pour le règlement du solde, nous vous proposons deux solutions : Régler l'intégralité du solde à 50 jours avant le départ ; Régler le solde en mensualité, la totalité devant être versée 30 jours avant le départ.

Le règlement peut se faire, selon votre choix :

- Par chèque ;
- Par carte de crédit en utilisant le formulaire adapté ci-joint ;
- Par virement bancaire.

À réception de votre dossier, nous vous enverrons une facture confirmant votre réservation.

ASSURANCE :

Nous vous conseillons vivement de souscrire à l'assurance annulation, si vous n'êtes pas déjà garanti pour ce risque.

La garantie Assistance Rapatriement et Frais médicaux est obligatoire.

Nous vous proposons de souscrire le contrat global, pour un montant de 3,25 % du montant du voyage. Dans le cas contraire, vous devrez nous fournir une « Attestation de garantie Frais médicaux et Assistance Rapatriement » rédigée et signée de votre compagnie d'assurance, indiquant clairement le voyage concerné, les dates du voyage, et les personnes garanties.

Le défaut de cette attestation peut entraîner l'annulation du voyage.



INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES

Capitale : Beyrouth

Fuseau horaire : GMT +2

Monnaie : Livre libanaise et dollar américain

Langue officielle : arabe

Autres langues : français, anglais, arménien

Indicatif téléphonique: +961

Population : Environ 6,2 millions d'habitants

Superficie : 10.452 kilomètres carrés

Religions : 18 confessions différentes

Week-end : Le samedi et le dimanche sont les jours de fermeture de l'entreprise

BIBLIOGRAPHIE :

« Guide bleu évasion Liban », de Pierre Valaud, Broché, 1999.

« Les désorientés », d'Amin Maalouf, Poche, 2012.

« Histoire du Liban – Des origines à nos jours », de Xavier Baron, Texto Tallandier, 2017.



06

**Lyaint
Exupér
y**

